



Conseil économique et social

Distr. générale
25 juillet 2018
Français
Original : anglais

Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique de la 44^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 16 juillet 2018, à 9 heures

Président : M^{me} Chatardova (Tchéquie)

Sommaire

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau

Ouverture du débat

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-11757 (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 9 h 5.

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau

Ouverture du débat

1. **La Présidente** déclare ouvert le débat de haut niveau de la session de 2018 du Conseil économique et social, y compris la réunion ministérielle de trois jours du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous les auspices du Conseil.

Déclaration de la Présidente

2. **La Présidente** dit que, bien que des progrès aient été accomplis, il est peu probable que les objectifs de développement durable soient atteints d'ici à 2030. En effet, les progrès ne sont pas suffisamment rapides, comme cela a pu être observé à plusieurs reprises. L'extrême pauvreté a été réduite de deux tiers par rapport à 1990, mais en 2018 le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté par rapport à 2016. Vingt pour cent de la population mondiale n'a pas accès à des services d'assainissements adéquats, un taux supérieur aux 12 % enregistrés en 2000. Un milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité et les énergies renouvelables représentent toujours moins de 20 % de l'ensemble de la consommation.

3. Le nombre de stratégies de réduction des risques de catastrophe ne cesse d'augmenter mais moins d'une centaine de pays en sont dotés. Près de 900 millions de personnes vivent dans des taudis et 91 % de la population mondiale vit dans des endroits où les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé relatives à la qualité de l'air ne sont pas respectées. La consommation matérielle augmente à l'échelle mondiale, alors même que les pays établissent des politiques en matière de consommation et de production durables. Les conséquences environnementales sont graves. En effet, certaines informations font état d'un recul de la forêt et d'un déclin de la productivité.

4. Si la mobilisation des ressources à l'échelle nationale s'est améliorée, les fonds destinés à atteindre les objectifs de développement durable sont insuffisants. Le service de la dette en proportion des exportations de biens et services a augmenté ces cinq dernières années dans les pays les moins avancés. L'aide publique au développement ne cesse de diminuer. La fracture numérique entre pays développés et pays en développement demeure préoccupante, de même que la diminution de la part des marchandises exportées dans le monde depuis les régions en développement. Bien que 102 pays se soient dotés de

plans nationaux de statistique, très peu de pays en développement ont été en mesure de financer intégralement de tels plans.

5. Dans l'ensemble, il existe de grandes disparités au sein des pays et entre ces derniers. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement accusent un retard dans la mise en œuvre de la quasi-totalité des cibles. Les pays à revenu intermédiaire se heurtent également à des difficultés particulières. En effet, une grande partie de la population n'est toujours pas en mesure de devenir économiquement indépendante. Il est nécessaire de recueillir des données ventilées pour aider les plus défavorisés.

6. Toutefois, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est en passe d'être transposé dans les politiques et les mesures prises par les États aux quatre coins du monde, qui privilégient désormais des approches plus inclusives et basées sur des données factuelles. La science et la technologie doivent être continuellement mises à profit pour progresser dans la réalisation des objectifs. La gestion intégrée des ressources en eau a permis de résoudre de nombreux problèmes, tout comme l'augmentation des investissements dans la production d'énergies renouvelables. Des politiques sont également en cours d'élaboration à l'échelle mondiale pour remédier aux problèmes spécifiquement liés aux villes, notamment pour garantir des logements abordables, lutter contre l'étalement urbain et assurer un accès aux espaces publics. De nombreux pays adoptent des stratégies de production et de consommation durables et mènent des recherches pour trouver les moyens de protéger, restaurer et promouvoir les écosystèmes.

7. Face à de tels défis, il est nécessaire de s'assurer à tous les niveaux que les politiques soient cohérentes et de réunir les conditions favorables à la mise en œuvre du développement durable, notamment en vue de renforcer les partenariats mondiaux et d'améliorer les moyens de mise en œuvre. Les chefs d'État et de gouvernement doivent réaffirmer leur soutien au Programme 2030 et permettre à toutes les populations de s'approprier la question. Le processus de mise en œuvre doit également associer les entreprises et les chefs de file des domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. À cet égard, la Présidente salue le nouveau Groupe de haut niveau sur la coopération numérique créé par le Secrétaire général.

8. Il est encourageant de constater que deux tiers des pays se sont soumis à un examen national volontaire de leur performance dans la mise en œuvre du Programme 2030. Les examens ont permis de faire passer un

message fort et intersectoriel, selon lequel la mise en œuvre du Programme 2030 ne concernait pas uniquement les États, mais également le secteur des entreprises, la société civile, les milieux universitaires, les collectivités locales et la population, notamment les jeunes. Les pays ont indiqué que le Programme 2030 était largement appuyé par les plus hautes sphères de l'État et ont mis en lumière les mesures qu'ils ont prises pour intégrer le Programme dans leurs cadres politiques nationaux.

Déclaration du Président de l'Assemblée générale

9. **M. Lajčák** (Slovaquie), Président de l'Assemblée générale, dit qu'il n'y a pas de temps à perdre, et qu'il reste d'énormes défis à relever. En dépit des réductions importantes des taux de pauvreté extrême et du nombre d'enfants contraints de travailler, et malgré des innovations en matière de soins de santé, qui ont permis d'augmenter l'espérance et la qualité de vie de la population, et l'augmentation de 10 % du nombre de systèmes d'alimentation en électricité entre 2000 et 2016, la communauté internationale doit faire face à un certain nombre de tendances préoccupantes.

10. Les progrès accomplis, tout particulièrement eu égard à l'extrême pauvreté, n'ont pas bénéficié à tous de manière égale. En Afrique subsaharienne, de nombreuses personnes vivent encore dans des conditions déplorablement. En outre, nombreux sont ceux qui, dans le monde entier, continuent de succomber à des maladies qui pourraient aisément être évitées ou traitées, en raison d'un manque d'accès aux services médicaux. Bien que le nombre d'enfants scolarisés ait augmenté, ces derniers ne reçoivent pas tous l'enseignement de qualité qui leur permettra d'avoir une vie meilleure. Une personne sur six n'a toujours pas accès à l'eau potable ; toutes les 60 secondes, un enfant meurt en raison de la contamination de l'eau ou des mauvaises conditions d'assainissement et d'hygiène. Les inégalités entre les sexes persistent, de même que la fracture numérique. À l'heure actuelle, la demande d'eau, de denrées alimentaires, d'énergie et de logement est déjà insoutenable et devrait empirer, la population mondiale devant atteindre près de 10 milliards d'habitants d'ici à 2050. Bien que la planète subisse les conséquences du réchauffement climatique, les efforts de lutte contre les changements climatiques se heurtent encore à une forte opposition.

11. Sans le Programme 2030 et les objectifs de développement durable, qui fournissent un plan directeur à l'échelle mondiale, les États devraient se démener pour trouver des stratégies nationales et une grande partie de la population serait tentée de se ranger derrière l'unilatéralisme, le protectionnisme et

l'extrémisme. Le monde serait en proie à de graves incertitudes économiques et à des catastrophes environnementales. Heureusement, le Programme 2030 a une portée universelle. Plutôt que de promouvoir de vagues idéaux, il contient des objectifs et cibles concrets, ainsi qu'un mécanisme de suivi précis.

12. En 2018, le Forum politique de haut niveau pour le développement durable s'est réuni pour la troisième fois en vue d'examiner les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable. Il a été organisé à un moment riche en opportunités, compte tenu des réformes en cours dans l'ensemble du système des Nations Unies, qui auront des incidences sur ses activités de développement sur le terrain. En 2018, le Forum était axé sur des modes de production et de consommation ainsi que sur les conditions de vie et de travail. Trois questions doivent être examinées de toute urgence. Premièrement, les financements actuels sont insuffisants pour atteindre les objectifs. Pour résoudre ce problème, il serait donc opportun de faire preuve de créativité et de dynamisme, en allant au-delà des modèles traditionnels et en tirant parti des investissements et des flux de capitaux. Deuxièmement, il est nécessaire d'adopter une approche transversale, notamment en explorant des nouvelles possibilités de financement et de partenariats, telles que celles ayant trait à l'intelligence artificielle et aux technologies de communication. Troisièmement, il est nécessaire d'accorder la priorité à l'inclusion. Tous les systèmes, y compris l'Organisation des Nations Unies, ont été construits par les hommes et pour les hommes. Afin d'atteindre les objectifs de développement durable, les femmes doivent apporter leur concours et occuper des postes de responsabilité. Les entreprises, la société civile et les acteurs régionaux doivent également s'asseoir à la table des négociations. Les jeunes incarnent le renouveau sans lequel on ne peut aller de l'avant.

13. Plus de la moitié des États Membres, soit 112 pays, ont contribué aux examens nationaux volontaires, ce qui atteste clairement de leur engagement. Toutefois, ces engagements ne suffisent pas et doivent se concrétiser sur le terrain. Il n'y a pas de temps à perdre.

Déclaration de la Vice-Secrétaire générale

14. **M^{me} Mohammed** (Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies) dit que près de trois années se sont écoulées depuis que les dirigeants du monde ont adopté le Programme 2030, une feuille de route visant à faire des sociétés des havres de paix et de prospérité, sur une planète en bonne santé. Chaque année, le Forum politique de haut niveau offre une occasion de dresser un bilan des activités menées en vue

d'appliquer le Programme, de déterminer si le monde est en bonne voie pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030 et de réfléchir à la manière d'agir autrement pour obtenir de meilleurs résultats dans les années à venir.

15. Des progrès ont déjà été accomplis dans certains domaines, notamment dans la réduction de la mortalité maternelle et post-infantile et dans l'augmentation de l'accès à l'électricité, ainsi que dans les efforts déployés pour lutter contre le chômage, le taux de recul de la forêt et le mariage d'enfants à l'échelle mondiale. Dans d'autres domaines, cependant, cette dynamique est trop lente ou s'est fortement essoufflée : pour la première fois en 10 ans, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté, passant de 777 millions en 2015 à 815 millions en 2016. La pauvreté se concentre de plus en plus dans les villes et d'après les estimations, la plupart des personnes vivant dans la pauvreté extrême devraient vivre dans les zones urbaines d'ici à 2035. Les jeunes sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage, les services d'assainissement de base font encore défaut dans de nombreuses régions du monde et les progrès accomplis dans la mise en place d'énergies renouvelables ne sont pas suffisamment rapides. Le monde assiste actuellement à un déclin alarmant de la biodiversité, à une élévation du niveau de la mer, à l'érosion du littoral, à des conditions météorologiques extrêmes et à une augmentation des concentrations de gaz à effet de serre.

16. À ce jour, les ressources destinées à financer le Programme 2030 ne sont pas suffisantes. De nombreux pays continuent de ne pas honorer leurs engagements de consacrer 0,7 pour cent de leur revenu national brut à l'aide aux pays en développement. Il est inutile de recourir à l'aide publique au développement pour attirer des capitaux privés tant que cette tendance ne sera pas inversée.

17. Il reste 12 ans pour atteindre les objectifs de développement durable à l'échelle mondiale et il est absolument impératif de rendre les sociétés résilientes et durables. Les objectifs de développement durable ont déjà entraîné des répercussions majeures dans le monde : les États ont adapté leurs plans et politiques, de nouvelles initiatives multipartites ont vu le jour, et les acteurs locaux et régionaux (notamment ceux du secteur privé) s'approprient de plus en plus la question. Cependant, les efforts déployés actuellement ne sont pas suffisants ou sont trop lents.

18. Provoqué par les récentes réformes, le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement permettra de mieux intégrer et coordonner les entités des Nations Unies et les

partenaires, de manière à renforcer la responsabilité et la transparence collectives. Les efforts déployés pour atteindre les objectifs doivent être intégrés aux niveaux local, national, régional. Il ne s'agit donc pas de manifester un attachement de pure forme aux idéaux fondamentaux du Programme 2030, mais plutôt de réharmoniser les plans, les budgets, les lois, les pratiques commerciales et les décisions avec les principes d'inclusion et de durabilité consacrés dans le Programme 2030.

19. Bien que 109 pays aient établi des politiques nationales sur la consommation et la production durables, il reste encore beaucoup à faire pour modifier les modèles comportementaux et les pratiques établies. Il faut investir davantage dans la prévention des crises et le renforcement de la résilience, en particulier dans les pays les plus vulnérables, et augmenter les partenariats avec la société civile, le secteur privé, les milieux universitaires et les jeunes. L'égalité des sexes doit être placée au premier plan de tous les efforts en la matière. Des données fiables, ouvertes, actualisées et ventilées doivent éclairer les futurs investissements et activités visant à atteindre les objectifs.

20. Le Forum doit examiner les nouvelles approches et outils destinés à mettre en œuvre des objectifs, en s'appuyant sur les enseignements tirés de l'examen national volontaire. Il faut s'employer d'urgence à la réalisation de l'ensemble des 17 engagements afin que les populations du monde entier puissent vivre dans la paix et la prospérité.

Déclaration de l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse

21. **M^{me} Wickramanayake** (Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse) dit que les jeunes représentent la plus grande part de la population mondiale jamais enregistrée, soit 1,8 milliard de personnes, dont 90 % vivent dans les pays en développement. Il est essentiel de tirer parti de cette évolution démographique pour faire progresser l'humanité et améliorer l'état de santé de la planète. Pour parvenir au développement durable, les nouvelles générations doivent prendre conscience et se soucier du programme mondial en matière de développement, et s'approprier la question. Bien que les jeunes soient indispensables à la mise en œuvre du Programme 2030, ils ont traditionnellement été considérés comme les bénéficiaires des programmes et politiques de développement, plutôt que comme des acteurs de l'élaboration de ces derniers. En réalité, les jeunes sont la génération du développement durable et dans de nombreuses régions, ils sont déjà en première ligne de ce mouvement. Les jeunes sont la génération la plus interconnectée et la plus à l'aise avec le numérique,

recourant à la technologie pour résoudre des problèmes, depuis les favelas au Brésil ou les camps de réfugiés en Jordanie. Pour résoudre les problèmes mondiaux urgents, la communauté internationale doit tirer parti du dynamisme des jeunes innovateurs, des militants et des chefs d'entreprise, qui ont le pouvoir de renverser le statu quo et d'être les vecteurs du changement.

22. Le Forum politique de haut niveau de 2018 était consacré à « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes ». À cet égard, les jeunes sont des partenaires actifs, qui s'emploient à assurer un accès universel et équitable à l'eau potable et à l'assainissement ; à faire des choix novateurs en matière de consommation d'énergie ; à améliorer l'éco-efficacité de la consommation et à minimiser les déchets et la pollution ; à promouvoir le Nouveau Programme pour les villes, qui vise à faire en sorte que les villes et les établissements humains soient plus ouverts, plus sûrs et plus résilients.

23. En janvier 2018, des représentants de la jeunesse et des militants ont présenté leurs contributions à la réalisation des objectifs de développement durable, à l'occasion de la réunion annuelle du Forum de la jeunesse du Conseil économique et Social. De la même manière, les décideurs ont échangé leurs stratégies visant à faire participer les jeunes et à répondre à leurs besoins et à leurs priorités à l'échelle nationale. La création du Forum de la jeunesse en 2012 a marqué un tournant dans le processus visant à rendre l'ONU plus accessible aux jeunes. Compte tenu du principe de ne laisser personne de côté, il est essentiel d'associer les jeunes à la mise en œuvre du Programme 2030, ainsi qu'au processus de suivi et d'examen.

24. En 2018, 47 pays ont présenté leurs examens nationaux volontaires sur la mise en œuvre du Programme 2030. De nombreux pays y ont mentionné la participation des jeunes, mais il manquait toutefois des informations sur les efforts déployés pour s'assurer que ce processus ne laissait personne de côté et que la participation des jeunes était utile. Conformément aux meilleures pratiques, les jeunes doivent être en mesure de contribuer directement aux activités d'établissement de rapports nationaux, notamment en occupant des sièges au sein des commissions nationales ou en participant aux contributions indépendantes. En outre, les délégués de la jeunesse doivent être en mesure de participer aux réunions officielles tenues au Siège. Même sans occuper de siège, les jeunes ont trouvé des moyens novateurs et créatifs d'apporter leur concours aux négociations, notamment en menant leurs propres activités de développement, en organisant des campagnes visant à améliorer la participation des jeunes, en établissant des rapports parallèles, en

fournissant des données générées par les citoyens, en élaborant des cadres de suivi menés par les jeunes et en plaidant pour la réalisation des objectifs au niveau local.

25. La contribution de la jeunesse à la réalisation des objectifs doit être reconnue et encouragée, en particulier en ce qui concerne la collecte de données. Les pays doivent permettre aux délégués de la jeunesse de participer au Forum, étant donné que cela confère une valeur ajoutée aux délégations officielles et renforce l'équité entre les générations. En dialoguant avec les jeunes au niveau local, les délégués de la jeunesse représentent les voix de ceux qui ne sont habituellement pas entendus. Les membres du Forum doivent dialoguer plus largement et de manière plus systématique avec les jeunes pour faire en sorte qu'ils deviennent des acteurs essentiels de changement. Les jeunes femmes et les filles, les jeunes autochtones et les jeunes vivant avec un handicap doivent également être considérés comme des parties prenantes aux niveaux local et national. À l'échelle locale, les représentants des jeunes peuvent participer à la planification participative, à la préparation du budget et au processus de suivi de leur ville, mais également faire le lien entre le Programme 2030 et le quotidien des jeunes.

26. À l'inverse, la communauté internationale doit investir dans la mise en place d'un enseignement gratuit et de qualité, ainsi que d'une couverture sanitaire universelle, et dans l'autonomisation des femmes et des filles, de manière à atteindre les objectifs de développement durable. Pour ce faire, il faut disposer de données ventilées par âge, pour éviter de voir apparaître des stéréotypes sur la jeunesse. Des mesures concertées doivent être prises pour combler les lacunes relatives aux données sur les jeunes.

27. En sa qualité d'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse, M^{me} Wickramanayake a rencontré des jeunes du monde entier et dit avoir été frappée par la fréquence à laquelle ces derniers lui avaient demandé ce qu'ils pouvaient faire pour résoudre les problèmes à l'échelle locale et contribuer au développement durable. En fait, la jeunesse se caractérise par son envie d'œuvrer au changement. La communauté internationale doit mettre de côté ses mythes et ses idées préconçues et ouvrir la porte à la jeunesse en vue d'être à la hauteur des ambitions suscitées par les 17 objectifs de développement durable.

Discours liminaire

28. M^{me} Yeoh (Ambassadrice de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le développement et actrice) prononce un discours liminaire sur la transformation des sociétés pour les rendre viables et

résilientes et fait observer à cet égard que la question de la durabilité est à la fois une responsabilité individuelle et collective. Les États, le secteur privé et les particuliers doivent tous participer et contribuer aux efforts de l'Organisation des Nations Unies. Bien que le Programme 2030 et les objectifs de développement durable fournissent aux États un modèle ambitieux, aucun changement ne sera visible sur le terrain si les populations ne décident, en toute conscience, de modifier leurs modes de consommation. Toutefois, les États peuvent contribuer à ce changement en promouvant des politiques qui visent à sensibiliser la population sur ses choix de consommation et en s'assurant que la transition vers le développement durable est abordable, juste et économiquement viable. Dans le même ordre d'idées, les entreprises peuvent développer des produits et des technologies qui accélèrent ce changement.

29. M^{me} Yeoh déclare qu'en tant qu'actrice et Ambassadrice de bonne volonté, son travail consiste à communiquer. En parlant d'une seule voix, il sera possible d'avoir plus de poids. Les États doivent écouter leurs citoyens lorsque ces derniers exigent un changement. Concernant l'objectif de développement durable 6, elle fait observer que les signes de pénuries d'eau sont monnaie courante. Près de 700 millions de personnes dans le monde souffrent du manque d'eau et un tiers du total des systèmes d'eaux souterraines sont déjà détériorés. La disponibilité et la qualité de l'eau sont également menacées par la pollution, causée par l'agriculture intensive, la production industrielle, l'exploitation minière et le ruissellement et les eaux usées non traitées dans les zones urbaines.

30. En tant que consommateurs, les citoyens du monde ne sont pas toujours conscients qu'ils sont en partie responsables de la pénurie d'eau et des problèmes de pollution – mais ils peuvent également faire partie de la solution. Les populations doivent prendre conscience de leur empreinte hydrique, qu'il s'agisse de l'eau nécessaire pour cultiver leur nourriture ou pour produire leurs vêtements. Par exemple, plus de 10 000 litres d'eau en moyenne sont nécessaires pour produire une seule paire de jeans.

31. Il est nécessaire de prendre des mesures audacieuses à tous les niveaux pour assurer la transition vers une économie à faible émission de carbone. Il faut à la fois mettre en œuvre des programmes d'efficacité énergétique, tout en investissant dans des sources d'énergie renouvelables. En réalité, les entreprises pourraient accélérer la transition vers un système énergétique durable tout en réduisant de manière significative leur propre empreinte carbone et en économisant des ressources financières. Bien que les

États jouent un rôle essentiel dans la modification des modes de consommation, les citoyens ont également le pouvoir collectif d'exiger des solutions et des produits sans effet sur le climat, ainsi que de modifier leur manière d'acheter pour façonner une économie neutre en carbone.

32. Les villes abritent plus de la moitié de la population mondiale et produisent environ 75 % de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre. Les populations peuvent avoir un retentissement énorme si elles décident collectivement de modifier leurs habitudes. Il est donc nécessaire de donner aux citoyens les moyens d'atteindre l'objectif de développement 12, visant à établir des modes de consommation et de production durables. D'ici à 2030, 5,4 milliards de personnes feront partie de la classe moyenne mondiale, ce qui entraînera une augmentation de la consommation et mettra les ressources à rude épreuve. Dans de nombreuses régions du monde, la surconsommation a déjà des répercussions négatives évidentes aux niveaux social et environnemental.

33. L'industrie de la mode est étroitement mêlée à la vie quotidienne des citoyens ordinaires et la surconsommation y est endémique, ce qui porte lourdement préjudice à l'environnement. Le secteur de l'habillement est un exemple parfait de secteur où les États et les citoyens ont un rôle considérable à jouer, par la mise en place de politiques pour les premiers et par un changement de comportement pour les seconds. Pour que leur société soit durable, les citoyens doivent choisir leurs vêtements en tenant compte de ces questions. Les arbres pourraient servir à fabriquer des vêtements de manière durable, tout en tenant compte de l'objectif de développement 15, en protégeant l'équilibre des écosystèmes et en luttant contre la déforestation, la dégradation des terres et l'appauvrissement de la biodiversité. Il est possible de vivre dans une société durable en mettant en place des solutions simples et pratiques, mais l'appui de populations bien informées, d'entreprises progressistes et des États est une condition sine qua non de ce processus.

La séance est levée à 9 h 50.